

Budget 2019

Service des affaires juridiques

Présentation à l'intention
des membres de la
Commission sur les finances et
l'administration

Le 14 novembre 2018



Mission

- Offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville (services centraux et arrondissements).
- Rédiger des règlements municipaux.
- Représenter la Ville devant les tribunaux de droit commun et les tribunaux administratifs.
- Offrir les services d'un Bureau des réclamations accessible et efficace auprès duquel les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés.
- Assurer, à la population de l'agglomération de Montréal, les services d'une cour municipale accessible, moderne et efficace ayant pour objectif d'offrir, pour l'ensemble des justiciables de l'île de Montréal, une justice de proximité.
- Assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM), de Sa Majesté la Reine dans les dossiers traités par la cour municipale en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence et du Bureau du taxi de Montréal (BTM).

Plan de la présentation

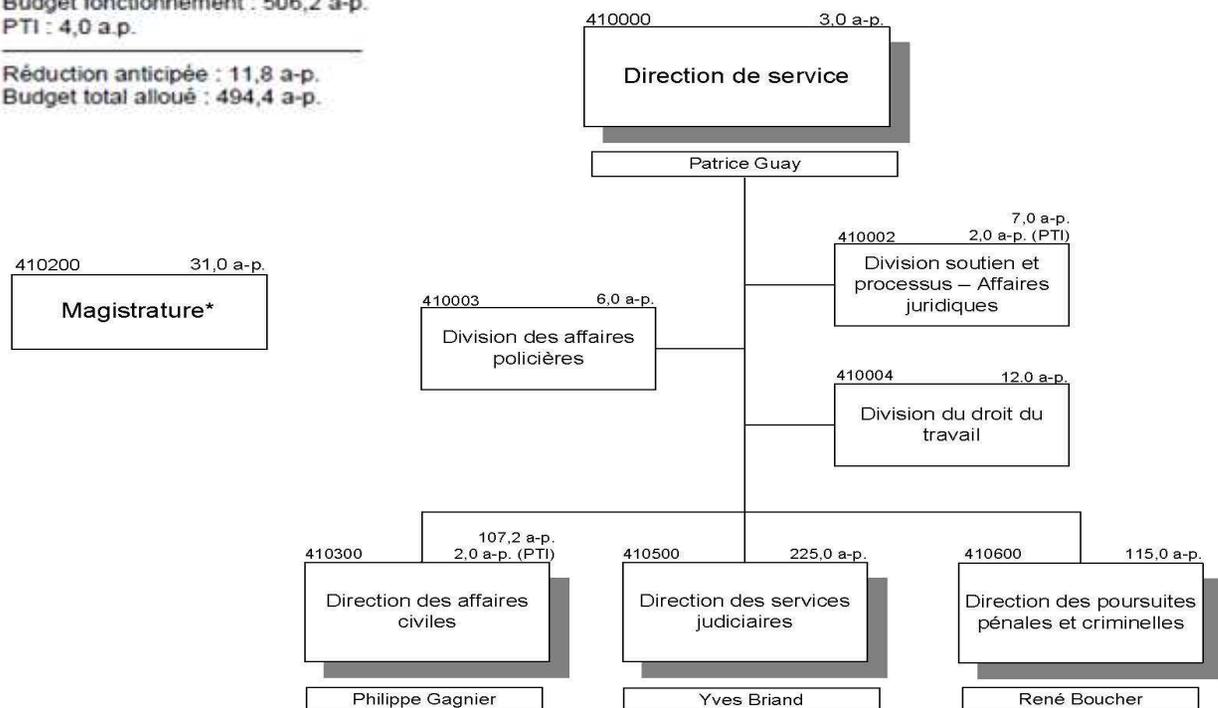
- Organigramme 2018
- Objectifs et réalisations 2018
- Indicateurs REM Canada
- Bilan en matière de santé et sécurité au travail
- Évolution budgétaire 2018
- Organigramme 2019
- Grandes priorités 2019
- Objectifs spécifiques 2019
- Budget 2019
 - ▶ Revenus et dépenses par objets
 - ▶ Dépenses par catégories d'emplois
 - ▶ Variations de l'effectif par catégories d'emplois
- Principaux écarts 2019 vs 2018
- Période de questions

Organigramme 2018

Budget 2018

Total a-p. : 510,2 a-p.
Budget fonctionnement : 506,2 a-p.
PTI : 4,0 a-p.

Réduction anticipée : 11,8 a-p.
Budget total alloué : 494,4 a-p.



* La Direction des services judiciaires assure le soutien administratif de la magistrature.

Objectifs et réalisations 2018

Objectifs 2018

- **SAJ** : Constitution d'une nouvelle division Droit du travail; Consolidation des activités de la Division des Affaires policières; Introduction de tableaux de bord corporatifs pour les activités des divisions relevant de la direction du service (division des Affaires policières, division du Droit du travail et division Soutien et processus).
- **DAC** : Entreprendre les recours prévus à la Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics (PL-26); Révision des modes et outils de classification et de gestion documentaire; Constitution de nouvelles divisions (Division du litige contractuel et Division du droit notarial); Introduction de tableaux de bord corporatifs.

Réalisations 2018

- **SAJ** : Consolidation de la division du Droit du travail; Mise en œuvre des tableaux de bord corporatifs; Révision des processus d'octroi et de suivi des mandats juridiques externes; Consolidation continuée de la Division des Affaires policières.
- **DAC** : Finalisation des travaux liés au programme de remboursement volontaire (PL-26); Introduction de divers recours en application de cette loi; Consolidation de la nouvelle division Litige contractuel; Mise sur pied d'un comité voué à la révision des modes et outils de classification et de gestion documentaire; Coordination des travaux préalables à la relocalisation de la direction pour 2019.

Objectifs et réalisations 2018 (suite)

Objectifs 2018

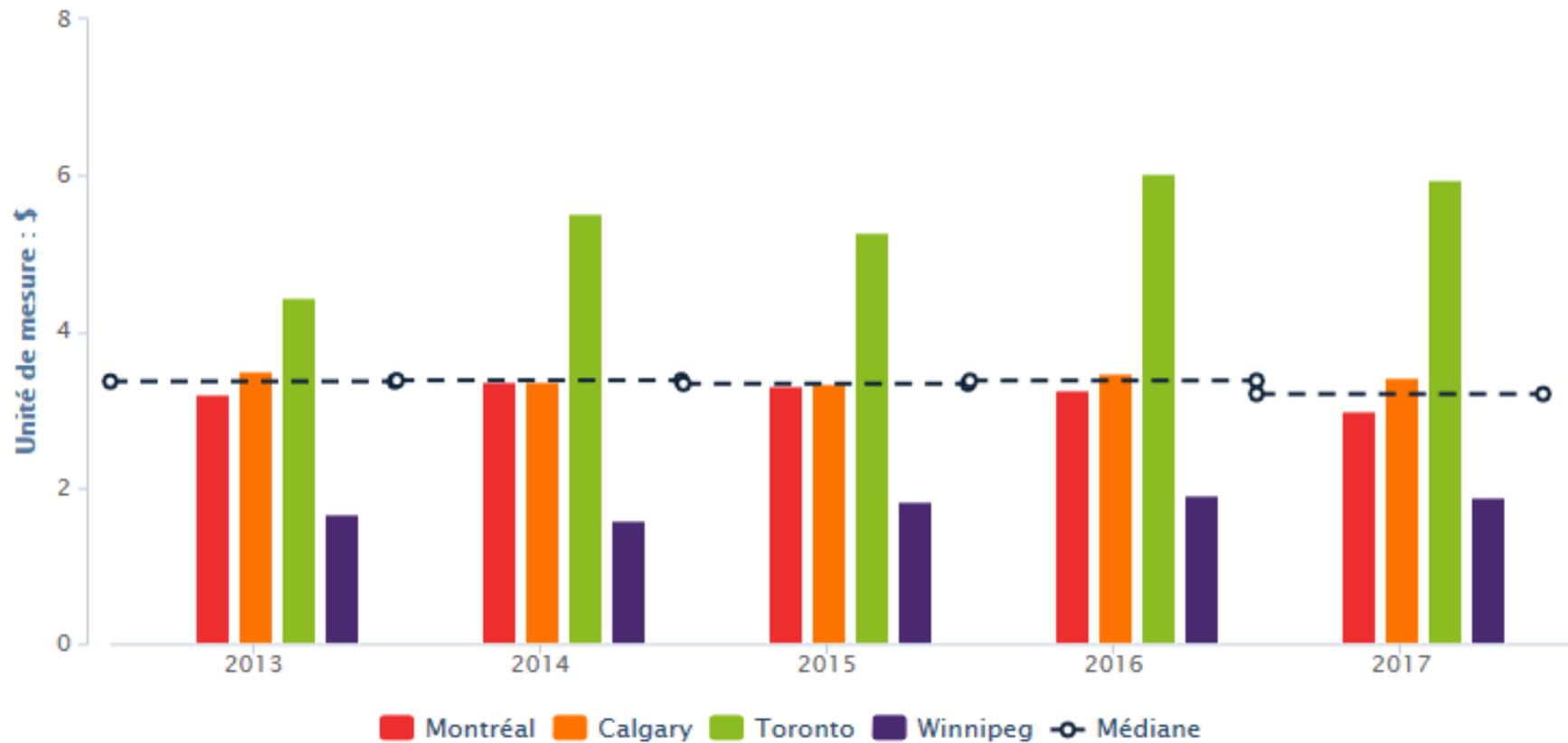
- **DSJ / DPPC / Division Soutien et processus** : Continuation des travaux relatifs à l'implantation de la Cour numérique (réalisation de l'architecture d'affaires en prévision de la phase d'identification de la ou des solutions technologiques requises); Travaux d'optimisation continués; Octroi et gestion d'un contrat d'optimisation opérationnelle pour la modernisation des activités judiciaires de la cour municipale.
- **DSJ** : Maintien des performances acquises dans les délais de traitements des plaidoyers et des demandes d'informations des citoyens; Gestion continuée des impacts opérationnels de la décision *R. c. Jordan*.
- **DPPC** : Mise en œuvre des conclusions des travaux d'optimisations des assignations (rapport PwC) en collaboration avec le Service de la performance organisationnelle; Introduction de tableaux de bord corporatifs; Intégration d'un nouveau directeur; Gestion continuée des impacts opérationnels de la décision *R. c. Jordan*.

Réalisations 2018

- **DSJ / DPPC / Division Soutien et processus** : Continuation des travaux relatifs à l'implantation de la Cour numérique (réalisation de l'architecture d'affaires en prévision de la phase d'identification de la ou des solutions technologiques requises); Travaux d'optimisation continués; Octroi et gestion d'un contrat d'optimisation opérationnelle pour la modernisation des activités judiciaires de la cour municipale.
- **DSJ** : Revue approfondie de la structure de la direction; Révision des processus de mise au rôle.
- **DPPC** : Nomination et intégration d'un nouveau directeur; Revue des divers processus d'autorisation en matière criminelle et pénale; Consolidation des modes et opportunités d'apprentissage de l'équipe des procureurs; Profonde révision des tâches et processus.

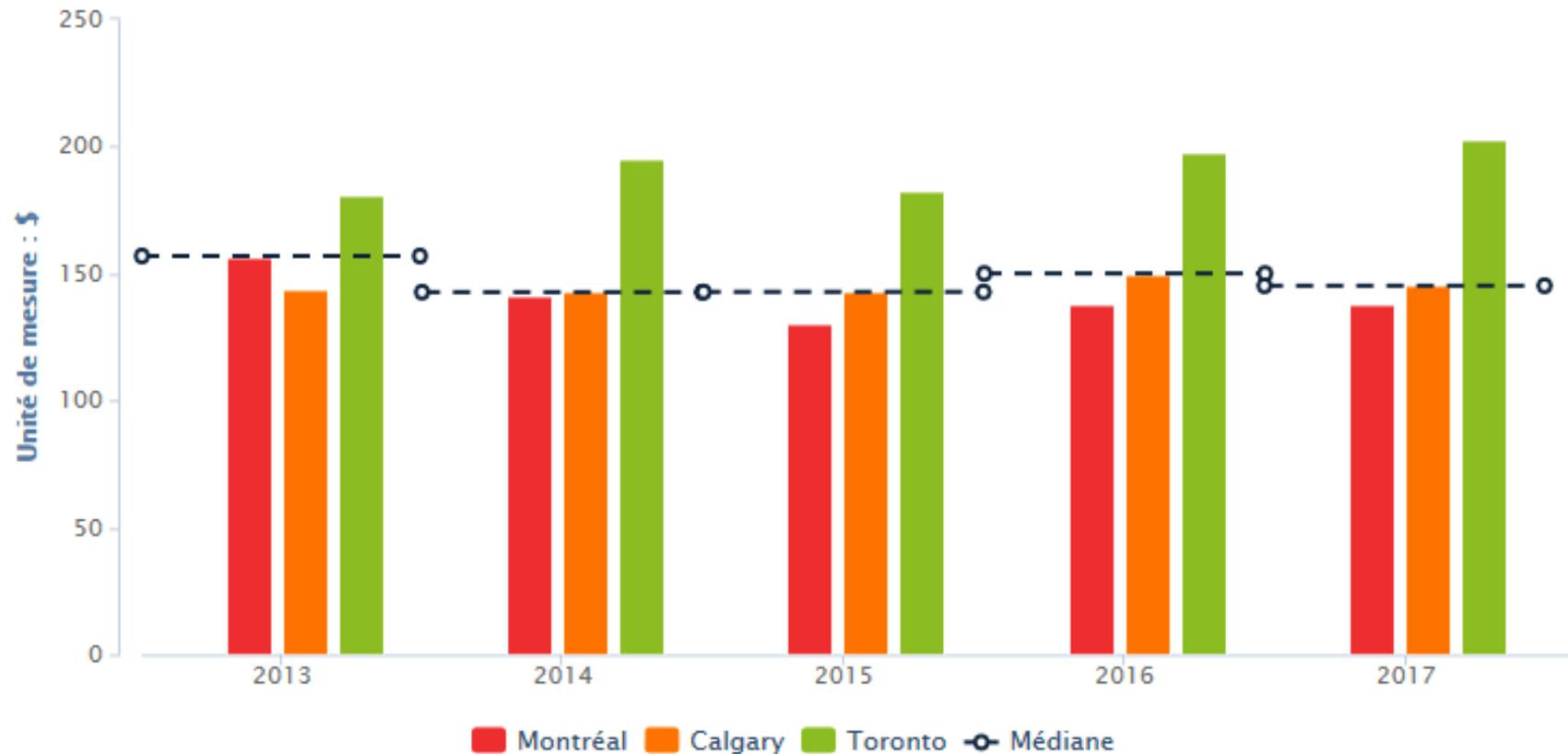
Indicateurs REM Canada

Coût des frais juridiques internes pour 1 000 \$ de dépenses municipales



Indicateurs REM Canada

Coût des heures de travail pour les avocats salariés



Bilan en matière de santé et sécurité au travail

▪ Bilan

- 3 accidents de travail avec perte de temps;
- 3 assignations temporaires.

▪ Activités de prévention

- Tenue des comités locaux SST;
- Inspections des lieux de travail effectuées;
- Différents types d'interventions préventives et/ou correctives, dont :
 - ✓ Évaluations ergonomiques de postes de travail;
 - ✓ Analyse de la qualité de l'air.
- Formations offertes en cours d'année :
 - ✓ « Clientèles difficiles ou agressives : intervenir de façon sécuritaire » (volet 1 et 2);
 - ✓ « Maintenir son stress quand tout s'accélère »;
 - ✓ « Secourisme en milieu de travail » (mises à jour de certification et nouvelles certifications émises);
 - ✓ Formation tireur actif (SPVM).

Évolution budgétaire 2018 - Revenus

Revenus - évolution budgétaire 2018

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2018	97 252,3	104 698,2	201 950,5
Budget modifié 2018	97 252,3	104 698,2	201 950,5
Prévisions 2018 *	95 653,3	87 189,6	182 842,9
Surplus (déficit)	(1 599,0)	(17 508,6)	(19 107,6)
Explications des principaux écarts			
Revenus rattachés aux amendes et frais - Circulation et stationnement :			
Revenus relevant des constats de la police	1 171,8	(3 272,2)	(2 100,4)
Revenus relevant des constats des agents de stationnement	(2 774,6)	(12 518,6)	(15 293,2)
	(1 602,8)	(15 790,8)	(17 393,6)
Constats et frais afférents aux règlements municipaux émis par le Service des incendies moins élevés que le budget		(835,4)	(835,4)
Revenus et frais afférents des constats en vertu des règlements municipaux, aux lois provinciales et au Code criminel et également de la subvention du Ministère pour la gestion de dossiers en matière de violence conjugale moins élevés que le budget	(326,6)	(1 232,4)	(1 559,0)
Revenu pour inscription au Registre d'avis d'exécution du ministère de la Justice du Québec, conséquente au Nouveau code procédure pénale, qui se concrétisera à partir de 2019 en raison de l'implantation de nouveaux systèmes. Sans impact sur le cadre financier de la Ville puisqu'un montant équivalent est également inscrit à la dépense		350,0	350,0
Revenus liés aux litiges contractuels plus élevés que le budget	330,4		330,4
	(1 599,0)	(17 508,6)	(19 107,6)

* Les prévisions 2018 sont établies en date du 31 août 2018

Évolution budgétaire 2018 - Dépenses

Dépenses - évolution budgétaire 2018

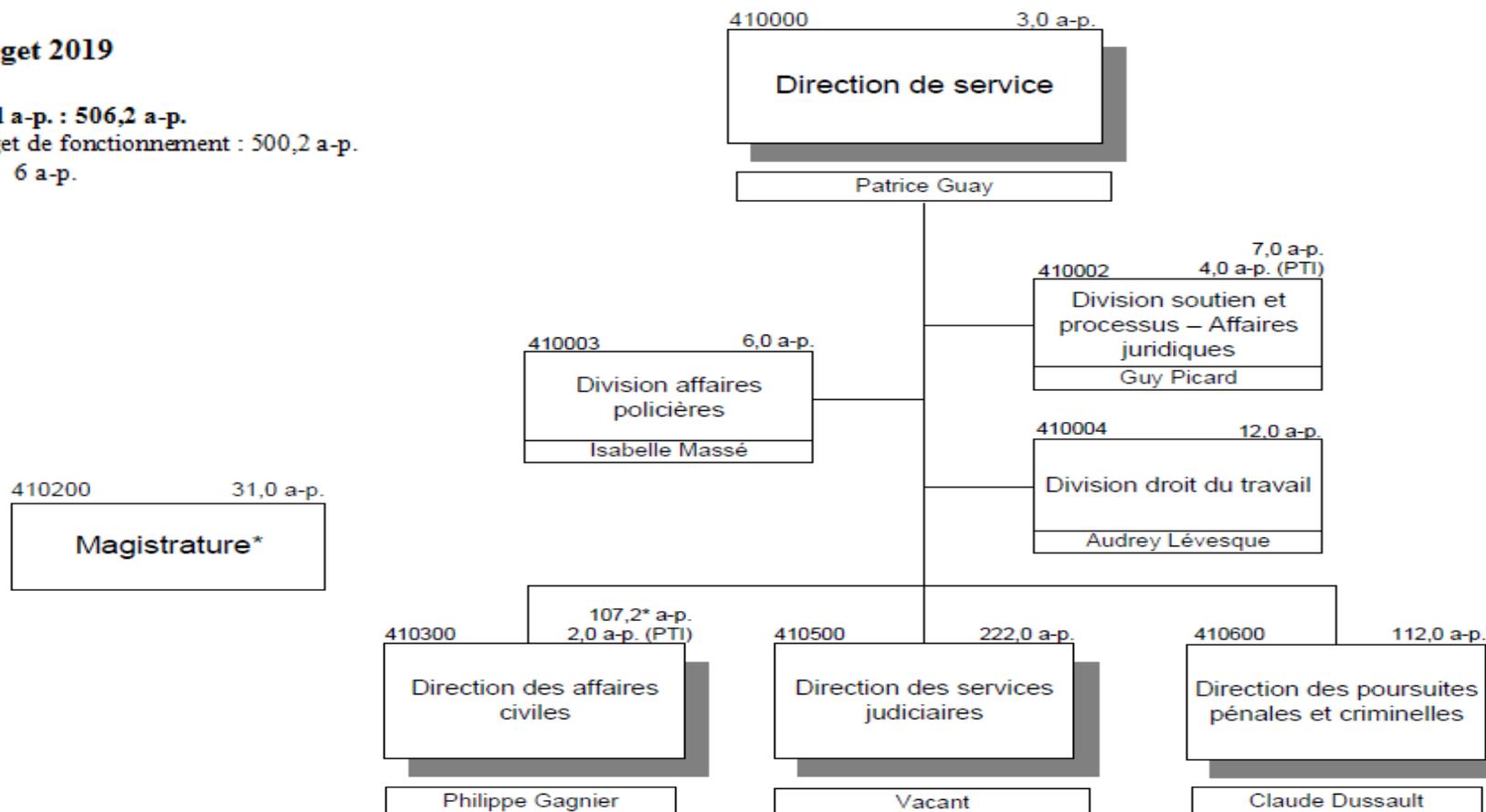
(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2018	15 157,0	47 906,2	63 063,2
Transfert de crédits vers la base budgétaire d'un autre Service	(152,3)	-	(152,3)
Budget modifié 2018	15 004,7	47 906,2	62 910,9
Prévisions 2018 *	14 922,0	47 638,9	62 560,9
Surplus (déficit)	82,7	267,3	350,0
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Prévisions de dépenses de rémunération de la Magistrature plus élevées que le budget		(468,6)	(468,6)
Économie sur la masse salariale principalement attribuable aux postes vacants	82,7	385,9	468,6
Dépense pour inscription au Registre d'avis d'exécution du ministère de la Justice du Québec, conséquente au Nouveau code procédure pénale, qui se concrétisera à partir de 2019 en raison de l'implantation de nouveaux systèmes. Sans impact sur le cadre financier de la Ville puisqu'un montant équivalent est également inscrit au revenu		350,0	350,0
	82,7	267,3	350,0

Organigramme 2019

Budget 2019

Total a-p. : 506,2 a-p.
Budget de fonctionnement : 500,2 a-p.
PTI : 6 a-p.

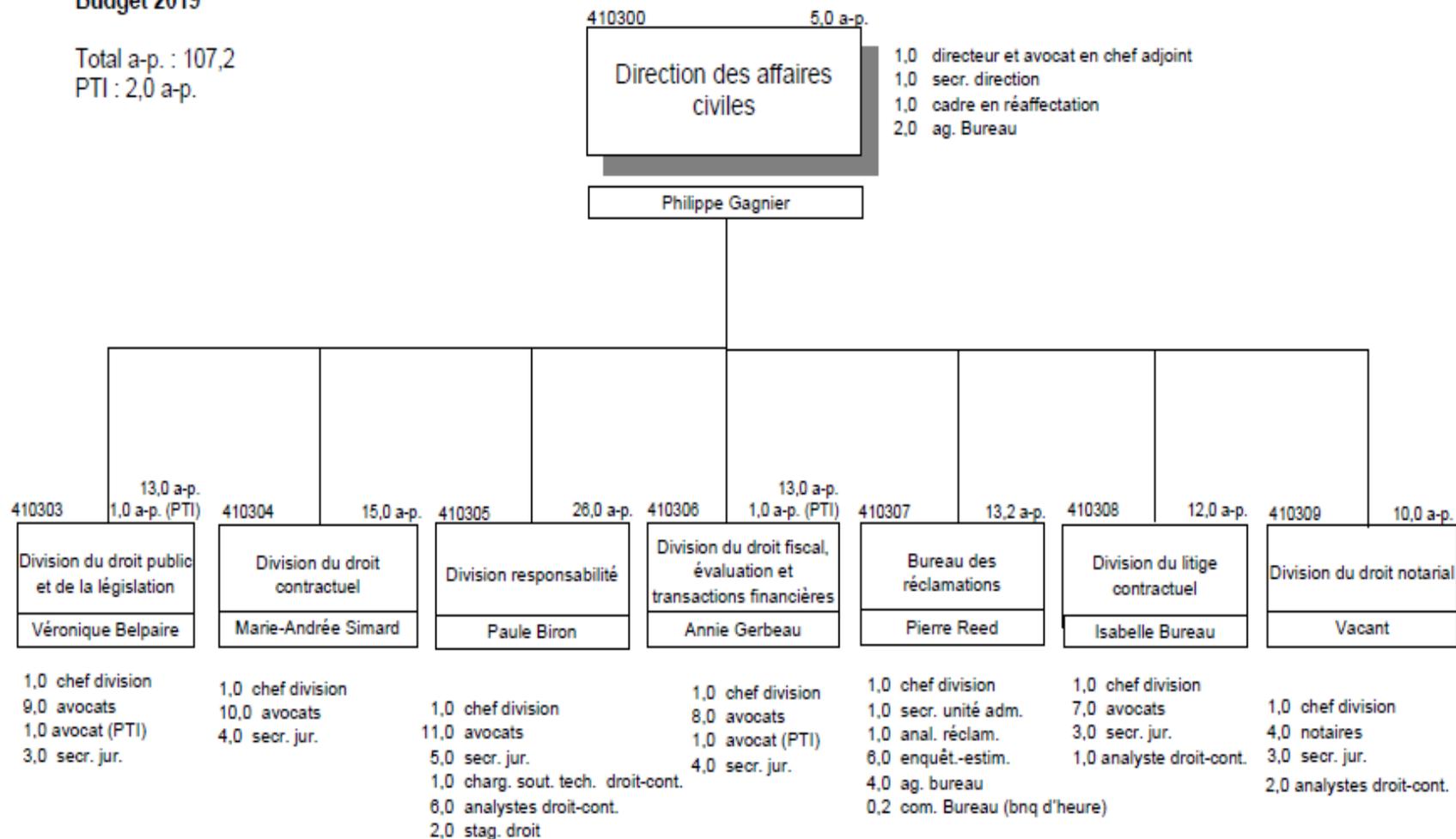


* La Direction des services judiciaires assure le soutien administratif de la magistrature.

Organigramme 2019

Budget 2019

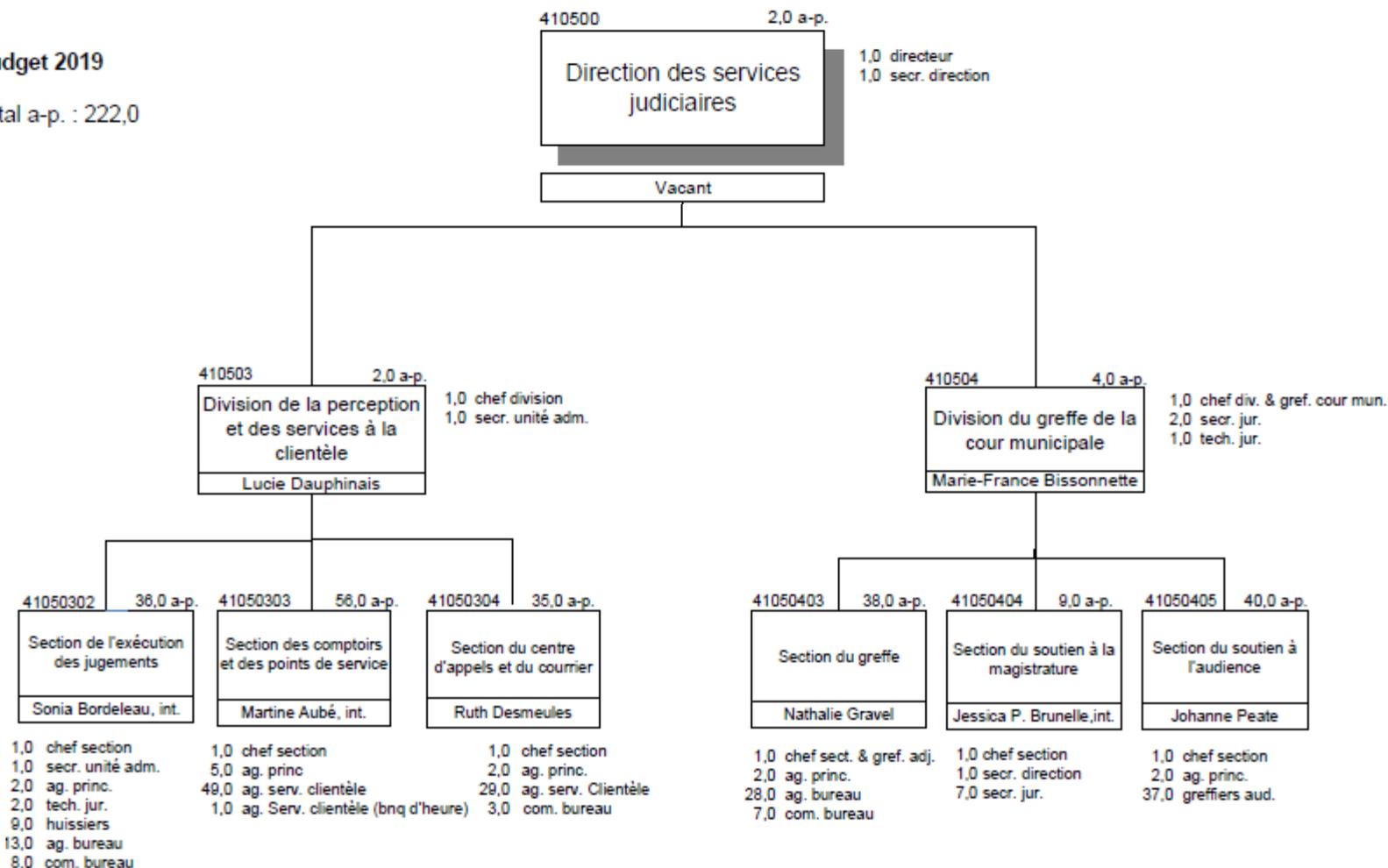
Total a-p. : 107,2
PTI : 2,0 a-p.



Organigramme 2019

Budget 2019

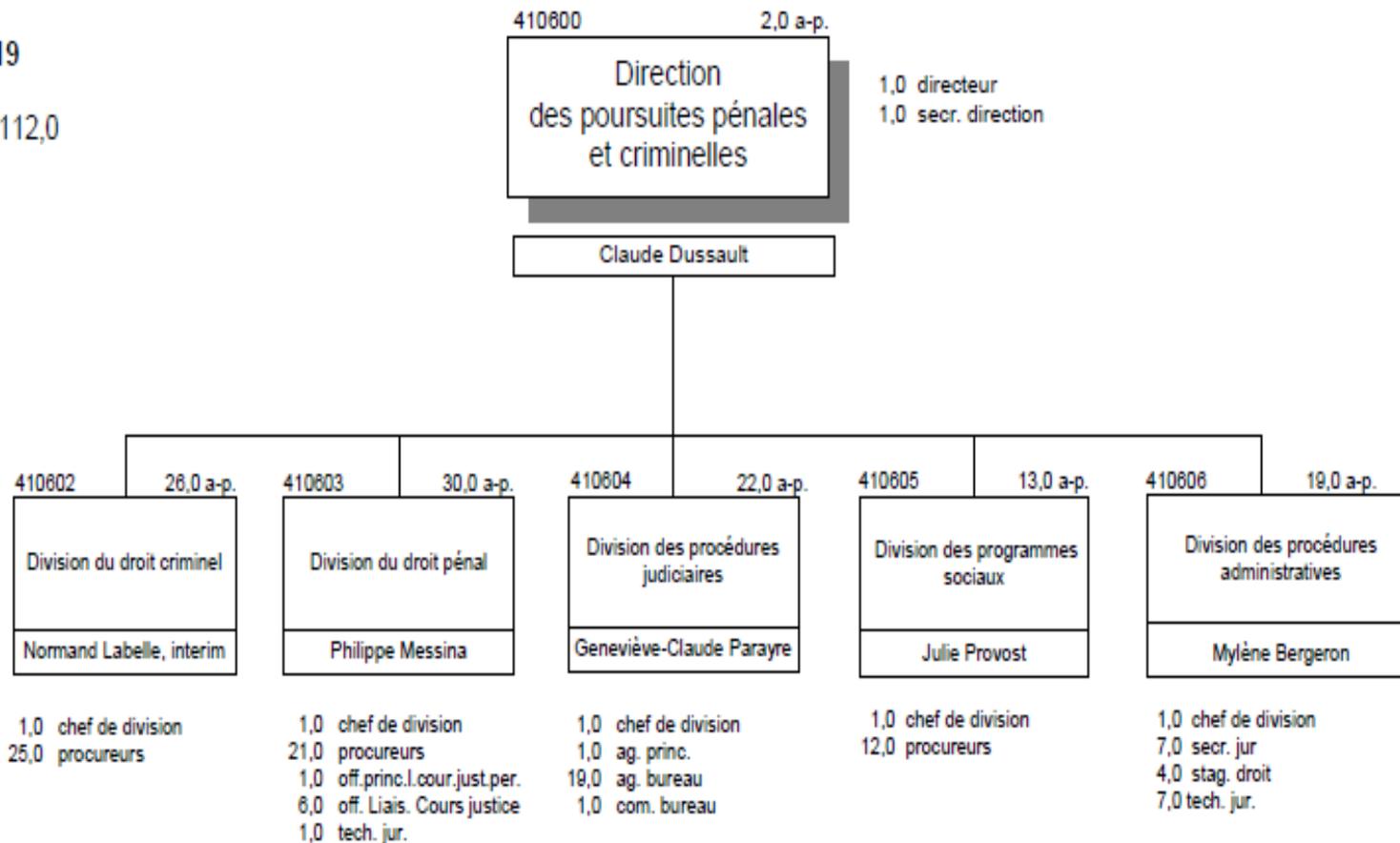
Total a-p. : 222,0



Organigramme 2019

Budget 2019

Total a-p. : 112,0



Grandes priorités 2019

Le citoyen avant tout

- Améliorer le réflexe « citoyen » dans nos opérations en favorisant la simplification et l'accessibilité;
- Faire un diagnostic sur les enjeux d'améliorations axés sur les services aux citoyens.

Notre capital : nos employés

- Participer de façon proactive à la démarche de mobilisation corporative;
- Favoriser les outils de prévention des différends en matière de gestion de la main d'œuvre;
- Élaborer un Plan de gestion de main d'œuvre afin de prévoir notamment un plan de relève pour les départs dans les postes jugés critiques.

Objectifs spécifiques 2019

- **SAJ** : Consolidation des outils de gestion corporatifs; Optimisation des contrôles et suivis des mandats juridiques externes; Révision de l'offre de services de la Division des affaires policières; Consolidation des activités de la Division du Droit de travail, notamment en accompagnement de la Division des Affaires internes du Service de police de la Ville de Montréal.
- **DAC** : Intégration d'un nouveau directeur-trice; Continuation des recours entrepris en application de la *Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics* (PL-26); Consolidation des équipes des divisions du Droit contractuel et de Litige contractuel; Continuation des travaux de modernisation des modes et outils de classification et de gestion documentaire; Consolidation des tableaux de bord corporatifs.
- **DSJ / DPPC / Division soutien et processus** : Gestion du contrat d'optimisation opérationnelle pour la modernisation des activités judiciaires de la cour municipale; Continuation des travaux relatifs à l'implantation de la Cour numérique (appel d'offres et octroi d'un contrat d'implantation; déploiement continué des outils technologiques en salle et dans les aires communes); Développement continué d'outils de suivi et contrôle des délais (Jordan).
- **DSJ**: Finalisation de la revue de la structure de la direction et des opportunités d'optimisation; Gestion continuée des impacts opérationnels de la décision *R. c. Jordan*; Optimisation continuée des procédures de recouvrement.
- **DPPC** : Consolidation de la nouvelle direction; Gestion continuée des impacts opérationnels de la décision *R. c. Jordan*; Révision ciblée des processus d'autorisations en matières pénales; Révision continuée des tâches et processus.

Budget 2019

Revenus et dépenses par objets

Revenus par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2014	Réel comparatif 2015	Réel comparatif 2016	Réel comparatif 2017	Prévision comparative 2018	Budget comparatif 2018	Budget 2019
Autres services rendus	534,8	1 605,5	1 713,4	229,2	1 408,1	1 062,7	1 063,6
Autres revenus	170 497,5	161 976,0	155 330,2	163 364,5	179 561,0	198 848,6	199 661,9
Transferts (subvention gouvernementale) *	2 018,3	2 033,2	1 999,8	1 873,7	1 873,8	2 039,2	2 039,2
Total	173 050,6	165 614,7	159 043,4	165 467,4	182 842,9	201 950,5	202 764,7

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2014	Réel comparatif 2015	Réel comparatif 2016	Réel comparatif 2017	Prévision comparative 2018	Budget comparatif 2018	Budget 2019
Rémunération et cotisations de l'employeur	46 507,3	47 476,9	50 369,2	49 452,1	50 954,4	51 106,7	53 123,2
Transport et communication	2 616,6	2 914,5	1 946,3	2 508,4	2 528,3	2 459,8	2 602,3
Services professionnels	1 020,5	856,9	1 318,6	1 371,2	1 272,5	1 257,8	1 264,3
Services techniques et autres	5 897,6	5 696,6	5 130,5	6 425,9	6 893,1	7 431,1	7 055,8
Location, entretien et réparation	145,6	166,9	(151,6)	93,7	135,3	98,6	144,8
Biens non durables	409,8	356,4	404,4	360,7	574,6	588,5	486,0
Biens durables	156,7	261,0	298,3	243,6	202,7	120,7	185,1
Total	56 754,1	57 729,2	59 315,7	60 455,6	62 560,9	63 063,2	64 861,5

* Programme sur la violence conjugale

Budget 2019

Dépenses par catégories d'emplois

Dépenses par catégories d'emplois

	(en milliers de dollars)					
	Budget comparatif 2014	Budget comparatif 2015	Budget comparatif 2016	Budget comparatif 2017	Budget comparatif 2018	Budget 2019
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres de gestion	3 839,9	4 007,9	3 962,4	4 159,5	4 266,1	4 947,2
Cadres conseil	125,6	136,4	1 883,8	1 530,3	1 581,1	1 297,4
Sous-total — Cadres	3 965,5	4 144,3	5 846,2	5 689,8	5 847,2	6 244,6
Juges	9 344,3	9 286,8	9 662,9	8 545,2	8 743,8	8 824,7
Cols blancs	22 217,9	23 300,4	22 322,4	20 822,4	22 270,7	23 101,7
Professionnels	10 984,4	14 054,4	14 981,3	14 780,1	15 221,1	15 937,0
Réduction de 5 % a-p. de la rémunération globale	-	-	-	-	-	-
Gestion des postes vacants (\$)	-	-	-	(958,9)	(976,1)	(984,8)
Total	46 512,1	50 785,9	52 812,8	48 878,6	51 106,7	53 123,2

Budget 2019 - Variations de l'effectif par catégories d'emplois

	Années-personnes					
	Budget comparatif 2014	Budget comparatif 2015	Budget comparatif 2016	Budget comparatif 2017	Budget comparatif 2018	Budget 2019
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres de gestion	30,0	29,0	23,0	25,0	25,0	28,0
Cadres conseil	1,0	1,0	12,0	12,0	12,0	9,0
Sous-total — Cadres	31,0	30,0	35,0	37,0	37,0	37,0
Juges	32,0	31,0	31,0	31,0	31,0	31,0
Cols blancs	329,7	319,6	310,6	298,9	305,4	312,2
Professionnels	94,0	111,0	113,5	117,0	121,0	120,0
Réduction de 5 % a-p. de la rémunération globale	(22,1)	-	-	-	-	-
Gestion des postes vacants (\$)	-	-	-	-	-	-
Total	464,6	491,6	490,1	483,9	494,4	500,2

Principaux écarts 2019 vs 2018 - Revenus

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Total
Comparatif 2018	201 950,5
Indexation annuelle des tarifs judiciaires selon taux d'indexation prévue par le gouvernement du Québec	814,2
Variation totale	814,2
Budget 2019	202 764,7

Principaux écarts 2019 vs 2018 - Dépenses

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	A-P.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2018	494,4	15 157,0	47 906,2	63 063,2
Indexation et cotisations salariales		630,3	1 220,0	1 850,3
Économie anticipée reliée à la gestion efficiente des postes vacants		(55,3)	(196,0)	(251,3)
Création d'un poste d'avocat en droit contractuel pour pourvoir aux besoins croissants	1,0	158,7		158,7
Ajustement de 4,8 postes découlant de la fin du Plan quinquennal de main d'œuvre (PQMO) en 2019	4,8	127,5	171,7	299,2
Réduction dans les services techniques ainsi que dans diverses autres dépenses		(70,0)	(188,6)	(258,6)
Variation totale	5,8	791,2	1 007,1	1 798,3
Budget 2019	500,2	15 948,2	48 913,3	64 861,5

Période de questions

?

Adresse du Service et personne-ressource

775, rue Gosford, 4e étage
Montréal (Québec) H2Y 3B9

Me Patrice F. Guay
Directeur des affaires juridiques et
avocat en chef de la Ville
514 872-2919

**FIN
DE LA
PRÉSENTATION
M E R C I**